



COMPTE-RENDU DE LA VISITE DU CFP DE BRIEY DU 17 FEVRIER 2022

Beaucoup de questions, trop peu de réponses

L'origine de la visite :

Le 17 décembre 2021, l'intersyndicale des finances publiques 54 (Solidaires, CFDT, FO, CGT) avait rencontré Xavier Paluszkiewicz, député de Meurthe-et-Moselle, pour lui exposer la situation difficile que vivent nos collègues du centre des finances publiques de Longwy.

A cette occasion, le représentant de Solidaires Finances Publiques avait abordé avec lui la question du Centre des finances publiques de Briey. Nous l'avions informé que lors d'une HMI (heure mensuelle d'information syndicale) que Solidaires Finances publiques avait organisée à Briey, avec Force Ouvrière, le 10 novembre 2021, les collègues de Briey avaient manifesté un fort agacement quant à l'absence de réponses apportées par la direction sur leur avenir proche. Le SPF (Service de publicité foncière) de Briey serait-il le siège du SPFE fusionné ou une simple antenne ? Quand la fusion du SIE de Briey se ferait-elle avec le SIE de Thionville ? Les agent.es du SIP de Briey pourraient-ils/elles rester sur place après la

l'absorption du SIP de Briey par celui de Longwy prévue au 1^{er} janvier 2023 ?

Xavier Paluszkiewicz avait indiqué aux organisations syndicales qu'il ferait une demande de visite des Centres des Finances Publiques de Longwy et Briey pour rencontrer directement les agent.es.

Mardi 1er février 2022, lors d'un CTL (Comité Technique Local) la DDFIP 54 a informé les organisations syndicales, qu'en accord avec la Direction Générale des Finances Publiques, elle avait modifié le projet initial de SPFE départemental. Le siège du SPFE est finalement basé à Nancy, Briey restant une antenne de ce service.

Les organisations syndicales ont aussi appris lors de ce CTL que le SIE (service des impôts des entreprises) de Briey qui devait être absorbé par le SIE de Thionville, ne pouvait l'être pour des raisons techniques (bases informatiques incompatibles) et qu'il était lui aussi absorbé par Nancy.

Le 4 février 2022, Solidaires Finances Publiques 54 a écrit aux élu.es du Nord du

département pour les informer de ces modifications par rapport aux projets que la DDFIP 54 leur avait présenté.

Après le grand débat organisé par Emmanuel Macron suite au mouvement des gilets jaunes, un grand mouvement de démétropolisation des administrations publiques a été décidé par le gouvernement.

Les différents services de publicité foncière du département (Nancy, Toul, Lunéville et Briey) ont été fusionnés avec le service départemental d'enregistrement pour former un seul et même SPFE dans le département le 18 octobre 2021.

La direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle s'était engagée auprès des élus des alentours de Briey à ce que le siège du SPFE soit basé à Briey, afin de préserver un maximum d'emplois sur site, et que Nancy devienne une antenne de ce SPFE, Toul et Lunéville étant maintenant totalement fermés.

Ce revirement de la DDFIP 54 devait être connu des élu.es.

En réponse à notre courrier, Xavier Paluszkiewicz adressa à Solidaires Finances Publiques 54 ce message :

« J'ai bien noté toutes vos informations relatives au SPF du département qui doit être installé, ainsi que de l'actuelle préoccupation des agents du SIP de Briey, dont je vous remercie.

A l'image de notre dernier échange de vive voix lors de mon déplacement à Longwy, je vous informe avoir déjà demandé aux responsables du site de pouvoir me rendre sur place, en votre compagnie, en date du jeudi 17 février.

*Bien à vous,
Xavier Paluszkiewicz »*

Après avoir informé les autres organisations syndicales de la visite du député qui serait sans doute accompagné du Directeur Départemental, Solidaires Finances Publiques 54 décida d'honorer l'invitation et de faire une demande de visite du site de Briey à la DDFIP 54.

Les autres organisations syndicales ont préféré ne pas s'y rendre, la présence du Directeur Départemental risquant d'empêcher par sa présence la libre expression des agent.es.

La visite :

Elle a eu lieu en 2 temps : rencontre avec les agent.es du SGC dans un 1^{er} temps, rencontre avec les agent.es du SIP et du SIE ensuite.

Lors des 2 rencontres le député a donné le contexte de sa visite qui faisait suite à une interpellation des organisations syndicales sur les difficultés spécifiques des services du Pays-Haut. Il a regretté que cette interpellation se fasse tard, à la fin du quinquennat, car il est bien conscient que la proximité du Luxembourg influe sur la possibilité de pourvoir tous les postes vacants. Il a indiqué qu'en qualité de parlementaire, il avait un certain pouvoir. Il avait ainsi contribué à faire bénéficier les soignants de l'hôpital de Mont-Saint-Martin et du poste de police de Longwy de primes spécifiques car ces administrations elles aussi avaient des difficultés à recruter. Il pouvait parfois convaincre le Ministre du Budget d'arbitrages favorables en faveur des services situés sur sa circonscription. Il était bien conscient du problème de sous-effectif.

Bertrand Gautier est intervenu pour dire qu'avant d'envisager des postes supplémentaires, il faudrait d'abord pourvoir les emplois disponibles (3 postes non pourvus par exemple au SCG), remplacer les départs à la retraite et que la direction s'efforçait de recruter des contractuels au maximum.

Nos collègues du SGC sont intervenues sur l'importance de former les nouveaux.elles arrivant.es et qu'il était primordial de placer des agent.es formé.es. La situation de travail en flux tendu ne permettait pas une formation optimale. Un collègue est intervenu sur le faible niveau de rémunération à la DGFIP qui ne permet pas de motiver les gens à rejoindre notre administration.

Le représentant de Solidaires Finances Publiques après s'être présenté a expliqué la raison de sa présence ici. Bertrand Gautier l'a interrompu et lui a dit qu'il avait accepté sa présence mais que ce ne devait pas être l'occasion d'un discours propagandiste. « *Ce n'est pas une HMI* ». Ce à quoi le représentant de Solidaires Finances Publiques lui a répondu : « *Ne me faites pas de procès avant que j'aie dit le moindre mot...* ». Solidaires Finances Publiques a fait état d'un rapport du Défenseur des droits sur la dématérialisation des services publics, rendu public le 16 février, qui montre la fracture numérique géographique et sociale et qui est la justification de la suppression de 20.000 postes en 10 ans aux Finances publiques.

Il y a eu un petit échange pour savoir si la présence du directeur départemental pouvait gêner la libre expression. Ce dernier ne voyant absolument pas le problème. Sa façon de vouloir contrôler la parole du représentant syndical dès le début est la meilleure illustration.

Une agente est intervenue pour dire qu'il était évident qu'une personne à l'approche de la retraite aurait moins tendance à se taire qu'un ou une jeune collègue. Deux collègues sont aussi intervenues pour dire que le travail était très difficile, dans le contexte d'effectifs contraints et qu'elles se posaient souvent des questions sur leur avenir à la DGFIP.

Nos collègues du SIP et du SIE ont fait les mêmes constats. On tient encore malgré le flux tendu, mais l'élastique peut céder à tout moment.

Bertrand Gautier a donné quelques éléments. La comptabilité du SIE sera transférée à Nancy.

Briey restera une antenne pérenne du SIE et une antenne provisoire du SIP. Le service RH viendra après les vacances de février rencontrer les agentes du SIP pour les préparer au mieux sur le plan métier et sur le plan RH.

A la question de savoir ce qu'il restera du SIP après le départ en retraite de 4 à 5 agents dans les deux ans à venir, et le possible départ de collègues qui auraient réussi des concours, le Directeur Départemental a répondu que l'accueil au SIP persisterait quelle que soit sa forme : intervention de collègues de Longwy, Etablissement France Service... Pour lui, c'est le maintien de l'accueil à Briey.

A l'issue de la rencontre, les collègues se sont demandés à quoi pouvait servir ce genre de rencontres.

Le représentant de Solidaires a indiqué que selon lui, plus les élus seraient conscients des difficultés des services, plus ils feraient pression sur l'administration. Leur objectif étant d'être réélus et donc de plaire à leurs administrés.